Prolétaires de tous les pays, unissons-nous



Union communiste internationaliste (trotskyste)

Tous les salaires doivent augmenter !



Une prime Corona de 500 € maximum, versée sous forme de chèques à la consommation : voilà l'aumône ridicule que concède le gouvernement en plus des augmentations des salaires limitées à 0,4% maximum pour deux ans. Et quand le gouvernement fixe un « maximum », c'est pour laisser aux patrons la possibilité d'imposer « le minimum » voire rien du tout !

Après la grève du 29 mars, les organisations syndicales s'étant tournées vers le gouvernement dans l'espoir de négocier au-delà des 0,4% « dans les secteurs qui vont bien », ont reçu un coup de pied au derrière. Mais c'est une gifle que reçoivent tous les travailleurs, distribuée qui plus est par le ministre socialiste de l'emploi, Pierre-Yves Dermagne.

Les grands patrons peuvent se frotter les mains. Grâce aux subsides et aux aides gouvernementales, les dividendes des actionnaires ont été immunisés, souvent même augmentés en pleine pandémie. Et les patrons eux-mêmes s'auto-récompensent en s'octroyant de belles augmentations de salaires !

Pourtant, les prix de l'alimentation, des carburants et des loyers augmentent bien au-delà de l'indexation des salaires. Les patrons réduisent les salaires et aggravent les conditions de travail, comme ceux de FedEx, qui licencient ET imposent des contrats d'heures réduites, mais plus flexibles. Et lorsque les travailleurs licenciés retrouvent un travail, c'est avec des salaires encore diminués !

Les salaires, comme le chômage, sont les principaux problèmes de l'ensemble de la classe ouvrière.

Mais contre les revendications des travailleurs, les patrons et le gouvernement se serrent les coudes. Il n'y a rien à négocier !

De leur côté les dirigeants des syndicats divisent la force des travailleurs en compartiments : un peu pour le salaire minimum, un peu plus pour ceux dont l'entreprise fait de bonnes affaires. Au lieu d'une mobilisation unie des travailleurs pour leurs intérêts communs.

Au nom de quoi les travailleurs des secteurs qui ont le plus souffert de la crise sanitaire devraient accepter de s'appauvrir ? En quoi sont-ils responsables de la gestion désastreuse de la pandémie ? Les Pfizer et les Moderna, assis sur leurs brevets, ne veulent pas laisser produire davantage de vaccins pour préserver leurs profits. Les hôpitaux sont saturés parce qu'ils manquent de personnels et de moyens. À cause de l'égoïsme capitaliste, les travailleurs devraient accepter de voir fondre leurs salaires ? Non, c'est inacceptable !

Sans les travailleurs, rien ne tourne. Ils produisent toute la richesse. Mais les voilà pourtant à la merci de leurs patrons à devoir quémander une prime ridicule.

La vérité, c'est que l'on ne peut rien obtenir en position de faiblesse. La force des travailleurs c'est leur nombre quand ils se mobilisent.

Il va falloir imposer des augmentations de salaires et des embauches en partageant le travail disponible entre tous. La comptabilité des patrons ne mérite aucune confiance. C'est seulement lorsque les travailleurs imposeront leur propre contrôle sur les comptes des entreprises qu'on pourra découvrir la fuite des capitaux vers les paradis fiscaux. En attendant, les travailleurs ne peuvent laisser le sort de leur famille dépendre de déclarations de fraudeurs.

Les patrons, et tous ceux qui sont à leur botte, voudraient nous faire croire que pour augmenter les salaires, il faut être compétitif. C'est faux. La compétition consiste à écraser les salaires et pressurer les travailleurs en jouant sur la précarité. Et puis attendre que la situation se stabilise, dans un monde qui s'enfonce dans le chaos, c'est se condamner d'avance.

Toutes les catégories de travailleurs, sans exception, ont le droit moral de lutter pour défendre leurs conditions matérielles, car ils sont la seule classe sociale capable de faire fonctionner l'économie sur une autre base que la course au profit et pour la mettre au contraire au service de tous. Face à la classe capitaliste, la force des travailleurs dépend de la conscience d'être cette classe sociale indispensable à la société, ce que les patrons, les rentiers et les spéculateurs ne sont en aucun cas.

Radicalisme de façade

Suite à la rupture des négociations sur l'évolution des salaires, Conner Rousseau (Vooruit, ex sp.a) suivi par Magnette (PS) ont joué la petite musique suivante : si on ne peut pas augmenter les salaires dans les entreprises qui ont bien tourné, alors on doit aussi geler les dividendes versés aux actionnaires, et de froncer les sourcils et de se faire menaçants…

Voilà qui sonne très radical. Mais leurs trompettes de politiciens sonnent faux ! En réalité ils sont d'accord avec le maximum de 0,4% qu'ils ont accepté.

Les prix augmentent, les salaires doivent augmenter, et les dividendes en hausse montrent que l'argent existe. Mais ce n'est pas sur le blabla politicien qu'il faudra compter pour l'arracher !



Tout augmente, les salaires doivent augmenter pour tous !

Il y a pénurie des matières premières comme le silicium, des métaux, des produits agricoles… plus ou moins voulue par les producteurs. Alors leurs prix augmentent et l'augmentation alimente la spéculation... qui fait grimper les prix encore plus.

Les matériaux de construction augmentent déjà de 20% en moyenne, certains ont même doublé. Et tout le monde voit le caddy plus cher de mois en mois.

Les hausses de prix vont frapper tous les travailleurs, qu'ils travaillent dans des entreprises qui « tournent bien » ou qu'ils connaissent le chômage partiel… ou complet !

Tout le monde doit avoir un salaire qui permette de vivre et ils doivent augmenter pour tous, en suivant réellement les prix !

200% de moyens pour les écoles !

Depuis le 10 mai, les écoles secondaires ont repris en « 100% présentiel ».

Dans telle école, élèves et enseignants admirent l'affiche qui recommande d'ouvrir les fenêtres… collée au mur de la cave sans fenêtre qui leur sert de salle de classe. Dans d'autres, c'est le retour dans les classes de 30 élèves après avoir goûté pendant quelques semaines à la joie de réellement pouvoir apprendre dans des groupes de 15…

Les gouvernements ont des milliards pour soutenir les banques et les entreprises face à la crise. Mais les moyens pour une école digne de ce nom, ils ne les auraient pas ?! Faut pas prendre les élèves pour des imbéciles !

Jeunesse en péril

De plus en plus de jeunes se retrouvent à la rue. Rien qu'à Bruxelles on est passé de 612 mineurs en 2018 à 933 en 2019 qui logent dans des centres d'hébergement ou des squats. Et ces chiffres sont en dessous de la réalité.

La misère en hausse et la fermeture des écoles ont aggravé la situation de jeunes qui se retrouvent livrés à eux-mêmes, coupés même de l'accès aux services sociaux.

Une société incapable de donner un avenir à sa jeunesse n'a pas d'avenir !

Profits pour les actionnaires, accidents pour les travailleurs

Après plusieurs accidents mortels de coursiers travaillant pour Uber, la RTBF a réalisé un reportage sur leurs conditions de travail en Belgique.

Pour 4,95 euros la course – qui ne prend en compte ni le temps d'attente ni les annulations – les coursiers sont obligés de prendre des risques insensés pour espérer un salaire de 1 000 euros. Un coursier a 15 fois plus de risques d'accident que d'autres métiers !

Un coursier renversé par une voiture, aujourd'hui chômeur, qui en est à sa quatrième opération chirurgicale, a déclaré : « Tu ne vas pas à l'armée, tu ne vas pas dans un pays en guerre, mais tu as plus de chances de crever ». Comme il est « indépendant », Uber ne paie rien de ses frais médicaux ! Mais son

Lutte Ouvrière* a pris le relais de *La Voix des Travailleurs
Abonnement : 15 € pour 20 numéros ou plus avec soutien
Vous pouvez vous abonner par virement au numéro de compte IBAN : BE16 0004 2035 6974 ; BIC : BPOT BEB1
avec la mention : abonnement LOB et vos coordonnées postales
ou par envoi de vos coordonnées et du prix de l'abonnement à la boîte postale BP 54, rue de la Clef, 7000 Mons.
Éditeur responsable : M. Woodbury, même adresse

patron a empoché plus de 42 millions de dollars en 2019.

C'est effectivement une guerre que mènent les capitalistes avides de profit contre les travailleurs, avec son sinistre cortège de morts et d'estropiés.



BPost : ceux qui courent et ceux qui empochent

Les actions de BPost se sont envolées après l'annonce des résultats du premier trimestre 2021. Le résultat brut a bondi de 52% par rapport à l'année dernière.

Comment ? Le CEO de BPost, Dirk Tirez, l'explique : « Nous avons augmenté la capacité des facteurs et livreurs à 500.000 colis par jour sans plus devoir recourir à des intérimaires. » Les actionnaires peuvent donc s'attendre à voir le dividende repartir à la hausse en 2021, grâce à la surcharge de travail des livreurs. Livreurs qui se trouvent régulièrement à faire des heures supplémentaires afin d'arriver au bout du travail assigné.

Leur récompense ? « Nos collaborateurs méritent d'être loués pour leur engagement dans ces circonstances difficiles », dit le CEO… et c'est tout… jusqu'au jour où ils prendront un colis de grève dans la figure !

Eboueurs : hier des héros, demain jetés dehors ?

Un audit commandé par le gouvernement de la Région Bruxelles Capitale a conclu que le nombre d'éboueurs chez Bruxelles Propreté pouvait être réduit. C'était son but !

Si, aujourd'hui, les éboueurs ont fini leur service quand les poubelles sont ramassées, l'audit propose qu'ils s'occupent d'autres travaux. Et aussi qu'ils passent moins souvent, comme si la propreté à Bruxelles était suffisante !

Ils ramasseraient aussi moins de tonnes que les éboueurs des deux entreprises privées auxquelles ils ont été comparés. Que dans ces entreprises-là, les travailleurs soient usés après peu d'années, cela n'a pas intéressé les auditeurs qui sont là pour donner des justifications aux attaques contre les travailleurs et économies sur les services publics, afin que l'argent puisse être utilisé pour servir les entreprises et actionnaires privés.

C'est eux, leurs ministres et leurs auditeurs, c'est tout leur système qui doivent aller à la poubelle !

Les capitalistes évitent l'impôt et Biden gesticule

Le nouveau président des USA est présenté comme bousculant les capitalistes américains, avec son annonce d'augmenter les impôts des sociétés de 21 à 28% ! Ce ne serait qu'un demi pas pour revenir à la situation d'avant Trump où ils étaient à 35 % ! À condition que le Sénat américain, où Biden est à peine majoritaire, ne refuse pas cette réforme !

Mais comme le journal pro-capitaliste Financial Times l'évoque, un grand nombre de grandes entreprises ne payent qu'autour de 1 % d'impôt… au lieu des 21% officiels. Et cela en toute légalité ! Alors, même si ces 28 % passent, avec des milliers d'experts à leur disposition pour contourner les lois, les riches entreprises ne payeront rien de plus.

Ces politiciens sont experts en mensonges pour faire accepter son sort à la population.

Pour payer la dette et faire face à la crise économique, il n'y aura pas d'autre solution que d'exproprier les capitalistes.

Colombie : manifestations et répression

Depuis près d'une semaine, d'importantes manifestations se déroulent dans les grandes villes de Colombie pour protester contre la hausse annoncée de la TVA sur les produits de première nécessité et contre celle des impôts.

La répression ordonnée par le président Ivan Duque a été sanglante, faisant au moins 24 morts et des centaines de blessés.

La bourgeoisie ne voit pas d'autre issue à la crise que de pressurer davantage les exploités. Par sa rapacité et sa brutalité, elle finira par totalement les soulever contre elle.

Vaccins : pas de confiance, ni aux gouvernements ni à Big Pharma

Le gouvernement américain vient de se dire favorable à la levée des brevets sur les vaccins pour accélérer leur production. Est-ce une parole en l'air comme lorsque Macron avait parlé de faire des brevets un bien public, il y a un an ? Il est pourtant évident que tant que des milliards d'humains ne seront pas vaccinés, le virus continuera de proliférer en mutant.

Quels que soient les médicaments qu'ils produisent, les laboratoires pharmaceutiques amassent des milliards en s'appuyant sur des décennies de recherche publique. Même sans les brevets sur les vaccins, ils continueraient à toucher des fonds publics et à contrôler leur production en fonction de leurs profits.

Pour sortir rapidement de la pandémie, il faut exproprier les trusts pharmaceutiques.

France : odieuse agression anti-ouvrière

Samedi 1er mai, à l'issue de la manifestation parisienne, le cortège de la CGT a subi une attaque odieuse à

coups de barres et jets de projectiles, entraînant 21 blessés dont quatre graves de militants CGT.

Ces agresseurs, proférant des insultes homophobes et racistes, ont mené une attaque qui ressemble en tout point à une manœuvre de nervis anti-ouvriers, qu'ils soient d'extrême droite ou pas. Quant aux forces de police, elles en ont été complices puisqu'elles ont bloqué les véhicules de la CGT, les empêchant d'échapper à l'agression.

Les travailleurs qui veulent faire vivre le mouvement ouvrier et sa perspective d'en finir avec le pouvoir de la bourgeoisie, doivent se préparer à se défendre eux-mêmes.

Boum du 1er mai les forces de l'ordre à l'entraînement !

Le rassemblement organisé au Bois de la Cambre le 1er mai qui a réuni des milliers de personnes a été l'occasion pour le pouvoir d'entraîner la police à s'en prendre violemment à la population sous le prétexte du non respect des mesures sanitaires.

Aujourd'hui ce sont des jeunes et des mères de famille qui se font tabasser et gazer, demain la police sera prête à s'en prendre à l'ensemble de classe ouvrière.



La couche est pleine !

Le 5 mai, les puéricultrices des crèches francophones se sont mobilisées pour une journée de grève qui a été très suivie. Elles ne se sentent pas seulement les oubliées dans la crise sanitaire, elles ont aussi dénoncé leurs conditions de travail difficiles, dues au manque de moyens, les subsides qui continuent à baisser, le non-remplacement des malades…

Une situation catastrophique dans l'accueil de la petite enfance, qui fait lui aussi, les frais des milliards d'argent public distribués depuis tant d'années aux banques et grandes entreprises. Il était temps qu'elles prennent la parole !

Arrêt de travail du personnel des blocs opératoire du MontLegia

Les infirmières et personnels techniques, rejoints par des chirurgiens, du bloc opératoire de l'hôpital du Mont Legia à Liège ont arrêté le travail durant une heure mardi matin pour dénoncer la charge de travail trop lourde.

Les hôpitaux, avec le Covid, avaient suspendu les opérations non urgentes. Aujourd'hui les opérations reprennent à tour de bras, certes pour soigner les patients en attente, mais surtout pour faire rentrer l'argent dans les caisses des hôpitaux. Le fond « blouse blanche » promis par le gouvernement, les travailleurs du MontLégia n'en n'ont pas vu la couleur, un fond de toute façon complètement insuffisant puisqu'il ne représentait l'engagement que de 67 travailleurs pour tout l'hôpital soit un travailleur par service.

Mobilisation des assistants en médecine



Le 29 avril les assistants en médecine ont organisé une heure de protestation qui a été largement suivie pour dénoncer leurs conditions de travail.

Après leurs études, les médecins doivent faire un stage en hôpital pour pouvoir exercer, 3 ans pour être généraliste, 5 pour être pédiatre… Ces assistants en médecine ont alors un contrat de 48 heures pouvant aller jusqu'à 72 heures par semaine, le recours à la mutuelle dès le premier jour de maladie, sans droit de travailleur sous prétexte qu'ils sont encore en formation et pour un salaire de 2200 euros net par mois.

Les fédérations d'hôpitaux ont annoncé vouloir revoir ce contrat en supprimant la rémunération de garde et la rémunération des heures supplémentaires avant 60h/semaine, et de diminuer les jours de congés... La colère des assistants en médecine a éclaté à juste titre.

Ils dénoncent leur situation d'épuisement qui les empêche de bien soigner les patients, le manque de bras disponibles, l'impossibilité dans laquelle ils se retrouvent de suivre leurs cours. Et devant l'absence de résultat de leurs actions symboliques du 29 avril, ils ont décidé d'appeler à la grève totale à partir du 20 mai.

Pénurie d'infirmiers, incurie du gouvernement

Avec la crise du Covid la pénurie de personnel infirmier se fait durement sentir. Pourtant depuis un an rien n'est fait pour revaloriser ce métier ni pour embaucher et former le personnel nécessaire.

Du personnel qualifié existe pourtant. Il y a par exemple plus d'une centaine d'infirmiers d'origine étrangère qui attendent une équivalence de diplôme, certains depuis plus de 2 ans faute de pouvoir fournir les documents nécessaires, perdu dans la guerre en Syrie notamment ! La ministre en charge des équivalence, Valérie Glatiny, prétexte qu'il faut le temps de comparer les formations, et pouvoir certifier l'authenticité des documents…

Ces prétextes administratifs pourraient aisément être dépassés par des tests d'aptitude. Mais le rejet de l'immigration semble prévaloir sur les besoins de la santé ! Comme l'an passé lorsque le gouvernement avait refusé de régulariser les sans

papiers ayant des diplômes médicaux.

Ces régularisations ne suffiraient pas à pallier les 5000 postes d'infirmiers vacants, mais ce serait un début. Débloquer les moyens nécessaires pour augmenter les salaires, embaucher, ouvrir des écoles d'infirmières en subventionnant les étudiants qui s'y inscrivent seraient autant de solutions… que seules des luttes pourraient imposer.

Inde : une tragédie sanitaire révélatrice

Avec 400 000 nouvelles contaminations et 4 000 décès quotidiens officiellement recensés, l'épidémie déferle désormais de façon incontrôlée dans les grandes villes mais aussi dans les campagnes indiennes.

Les images dramatiques des personnes mourant sur les trottoirs, et des bûchers funéraires installés dans des parcs publics symbolisent cette tragédie.

Tous les observateurs s'accordent pour estimer que cette hécatombe est, volontairement ou par faute de moyens, largement sous-évaluée par le gouvernement central comme par les différents exécutifs des États qui composent l'Union indienne. Le nombre réel de morts pourrait être de 50 000 par jour !

L'un des problèmes les plus urgents est la pénurie d'oxygène pour compenser les situations de détresse respiratoire. Sa production est largement insuffisante, d'autant plus que le gouvernement a permis à plusieurs secteurs industriels, dont ceux de l'acier et du pétrole, de continuer à recevoir les énormes volumes d'oxygène qu'ils consomment. Pour le transport de ce gaz, l'Inde ne dispose que de 1 172 camions équipés dans un pays grand comme six fois la France et dont le réseau routier ne permet pas un acheminement rapide. Les quelques trains, baptisés Oxygen Express, mis en service et les avions de l'armée qui ont transporté des camions vides pour accélérer les rotations ne suffisent pas à pallier cette situation. Nombre d'hôpitaux ne sont en outre même pas équipés pour stocker l'oxygène dont ils ont besoin. L'aide internationale, très limitée, qui commence à être acheminée, sera bien incapable de freiner la dynamique actuelle. Mais elle permet aux dirigeants des grandes puissances, dont le bilan dans ce domaine est pourtant pitoyable, et dont les entreprises pillent l'Inde, de se poser en sauveurs et en donneurs de leçons.

Une économie à la fois aussi inégalement développée que celle de l'Inde, et tout entière organisée en fonction des seuls intérêts des plus riches, est bien incapable de faire face à la crise et de répondre aux besoins de sa population. Cette tragédie met notamment en lumière le sous-investissement criant dans le système de santé depuis des décennies. La bourgeoisie accède aux équipements modernes, souvent dans des établissements privés, et le gouvernement se targue d'avoir transformé le pays en *« pharmacie du monde »* : l'industrie pharmaceutique emploie 2,7 millions de salariés et fournit 60 % de la production mondiale de vaccins, en sous-traitance pour les grands laboratoires pharmaceutiques.

Mais accéder aux soins reste un véritable combat pour la grande majorité des exploités. L'Inde ne compte que cinq lits d'hospitalisation (contre 43 à la Chine) et huit médecins pour 10 000 habitants, ce qui la place à la 137e place mondiale. 90 % des pauvres n'ont aucune couverture santé et doivent sortir l'argent pour le moindre médicament. Ces dépenses seraient directement responsables de la pauvreté de millions de personnes.

Aujourd'hui, ce sont des pans entiers de la petite bourgeoisie qui sont menacés dans leur survie même.

Face à l'incurie et au mépris du gouvernement, la colère grandit contre le Premier ministre, Modi. Pendant des mois, ignorant les mises en garde des médecins et masquant les vrais chiffres, celui-ci a préféré engager ses troupes dans la campagne électorale et flatter ses partisans les plus religieux, en autorisant un pèlerinage réunissant des millions de croyants venus de tout le pays.

La deuxième vague de Covid est survenue peu après que Modi a affirmé sa victoire sur la maladie, déclarant que le succès de l'Inde ne pouvait être comparé à aucun autre pays et qu'il avait *« sauvé l'humanité d'une grande catastrophe en maîtrisant efficacement le coronavirus ».* Niant toutes les évidences, Modi prétend toujours avoir la situation sous contrôle et son ministre de la Santé réaffirmait le 29 avril : *« Le taux de mortalité du Covid-19 en Inde est le plus bas du monde. »*

En réalité, le gouvernement n'a rien fait, notamment pour pallier la pénurie d'oxygène. Dans l'Uttar Pradesh, État dirigé par le parti nationaliste hindouiste de Modi, les autorités avaient même menacé ceux qui colporteraient les rumeurs de pénurie d'oxygène. Modi avait quant à lui annoncé la production de petits générateurs dédiés aux hôpitaux, mais une trentaine seulement ont été construits. Et il continue d'accuser les gouvernements des États et surtout la population, dont des millions de petits paysans en lutte contre sa politique agraire depuis des mois, d'être responsables de la reprise de l'épidémie, de bloquer l'acheminement de l'oxygène et d'avoir été négligents. Sa seule réponse est de décréter un confinement qui précipite des dizaines de millions de travailleurs dans l'extrême misère et les réduit à la famine.

Face au mépris de leurs dirigeants, serviteurs des intérêts de la bourgeoisie indienne et des grandes puissances, la classe ouvrière et la paysannerie pauvre constituent une force considérable. La seule capable de sortir ce pays du sous-développement et de la barbarie auxquels le capitalisme les condamne.

Article du journal Lutte ouvrière (France) du 5 mai 2021

Amazon – Douai profits à tout prix

Fin avril, deux jeunes travailleurs sont décédés dans un accident de voiture en quittant la zone d'activité d'Amazon Douai (France). Ils ont percuté un camion garé, comme

tant d'autres, sur une voie de circulation.

Amazon a jusqu'ici refusé de créer des places de parking pour tous. Les intérimaires doivent se garer où ils peuvent, sur les ronds-points ou les pistes cyclables. L'entreprise exige des camionneurs de charger ou de décharger à une minute précise, mais n'a pas construit de zone de stationnement.

C'est une politique délibérée pour faire moins d'investissements pour maximiser ses profits. Amazon met chaque jour en danger les travailleurs du site : à l'intérieur, avec des cadences qui détruisent la santé, à l'extérieur, en économisant sur la sécurité. C'est aussi avec de telles méthodes que son patron, Jeff Bezos, est devenu l'homme le plus riche de la planète.

Brèves Audi Bruxelles

Ouvrier bouche-trou ?

Malgré les absences pour cause de Covid et autres, la direction envoie les chefs nous proposer de prendre une semaine de chômage par ci, une autre par là. Il y aurait trop de monde, disent-ils.

Mais alors, pourquoi nous passons de plus en plus de temps à faire les bouche-trous dans d'autres teams que le nôtre, car il manque du monde partout ?

Maintenir un sous-effectif chronique pour augmenter les profits, c'est ça que le monde capitaliste, appelle « diriger » une entreprise. Dans le monde des humains, ça conduira à la révolte.

Actualité locale – La Louvière

Motion communale... à la poubelle

« Nous, bourgmestres et échevins des communes du Centre et de Mons-Borinage, informons la population et les travailleurs de l'HYGEA que les capitalistes et les financiers ayant semé le chômage et la pauvreté, les caisses communales sont vides, et que les communes sont dans l'incapacité de donner à l'HYGEA les moyens de tenir ses engagements en matière de propreté ». Bien sûr, les bourgmestres, qui connaissent par cœur les problèmes de manque d'effectifs des éboueurs, ou des camions vétustes qui tombent en panne et laissent en plan les habitants avec leurs poubelles, ne voteront jamais de telles motions au conseil communal. Ce serait pourtant… plus propre que de voter des motions hypocrites comme celle du conseil communal de La Louvière qui « demande à l'intercommunale de tout mettre en œuvre pour que le service soit amélioré ». Avec quels moyens ?



La Strada : la spéculation immobilière creuse le trou des finances communales

Le projet immobilier de La Strada à La Louvière semble définitivement enterré. Combien de millions a-t-il déjà englouti sans qu'une seule brique ait été posée ? Combien de millions seront engloutis dans des procès entre le promoteur et la ville sans que cela débouche sur autre chose que des mauvaises herbes qui poussent sur les gravats de l'usine fermée ? Et cela dans une commune qui est déjà sous tutelle financière ?

Qu'ils ne viennent pas nous expliquer qu'il faut accepter un nouveau plan d'économies sur le dos des employés de la commune, du logement social et de tout ce qui est utile à la population !

L'arnaque du partenariat public/privé

Chevron, Pantochim puis BASF se sont revendus le site de l'usine de Feluy. L'usine a fermé, les profits générés par les travailleurs se sont envolés, mais les terrains pollués sont restés.

Pas de problème pour le ministre wallon de l'économie, Willy Borsus, qui annonce fièrement un projet de reconversion du site par un partenariat public privé entre l'IDEA, Ecoterre et Wanty. Mais ce partenariat, c'est à nouveau l'occasion d'inonder les entreprises privées d'argent public. En effet, 85% du budget – 9,680 millions euros – provient de la Région wallonne.

Harcèlement au CHU Tivoli

En 2018, une travailleuse avait porté plainte pour harcèlement sexuel contre un médecin de l'hôpital Tivoli à La Louvière. Licenciée sur le champ ! Tandis que la direction couvrait le médecin sous prétexte de présomption d'innocence.

Au bout de trois ans, le tribunal du travail vient de condamner la sprl des médecins de Tivoli pour ce licenciement abusif.

Quant à la plainte pour harcèlement, elle n'a toujours pas abouti... même si deux autres employées ont également porté plainte.

Face à l'immobilisme des dispositifs de protection du bien-être au travail et à l'incertitude des règlements de justice, les travailleuses ne peuvent compter que sur leur mobilisation pour faire face aux pressions et intimidations.

Suivez-nous sur Facebook:
Lutte Ouvrière Belgique
E-Mail: contact@lutte-ouvriere.be
Tel : 0470-18.82.39
Internet : www.lutte-ouvriere.be
Partagez nos publications !